

3d
dialogue
débat &
démocratie



L'Europe
vue depuis les
Yvelines



Vous trouverez cette brochure ainsi que des explications complémentaires à propos du programme « L'Europe vue depuis les Yvelines » sur le site internet de l'association : www.maisoneurope78.eu

Direction de la publication :
Maison de l'Europe des Yvelines
37 bis, avenue du Maréchal Foch
78400 Chatou – France

Directrice de la publication :
Regina Lecointe

Comité de rédaction :
Christine Colleville
Nicole Cabot
Michèle Cherubini
Liliane Langlet
Liliane Provost
Xavier Mersch
& Célia Massot

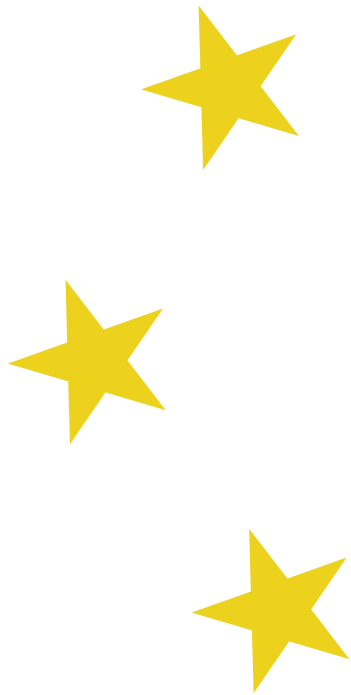
Crédits photos :
Maison de l'Europe des Yvelines

Conception graphique / maquette :
Deborah Wickham, Chatou 01 30 53 77 74

Impression :
Marly Impression, 01 39 58 73 04

Manuscrit terminé en septembre 2008

Sommaire



P4/5 *Introduction : L'Europe vue depuis les Yvelines*

P6/7 La recherche des intervenants

P8 L'implication des établissements scolaires

P9 Conférence de presse

L'EUROPE SOCIALE

P10/11 *1 Quelle politique sociale & de l'emploi pour l'Europe*

P12/13 *2 Espace social & fonds structurels européens*

P14/15 *3 Politique sociale de la ville & régimes sociaux*

L'ENVIRONNEMENT EN EUROPE

P16/17 *1 L'eau & l'énergie – réchauffement climatique*

P18/19 *2 Réchauffement climatique & Agriculture*

P20/21 *3 Nature, Forêt & Biodiversité*

LA RECHERCHE EN EUROPE

P22/23 *1 La recherche dans le domaine de la santé*

P24/25/26 *2 La recherche dans les technologies de l'information et de la communication*

P27/28/29 *3 La recherche et l'innovation dans l'automobile et l'aéronautique*

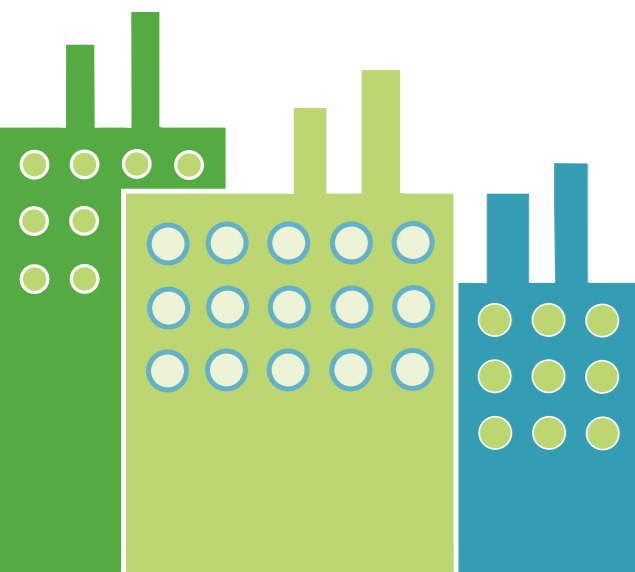
P30/31 Statistiques

P32 Visuels

P33 Conclusion

P34 Les missions de la Maison de l'Europe des Yvelines

P35 Remerciements



L'Europe

vue depuis les Yvelines



Pourquoi la Maison de l'Europe des Yvelines a-t-elle proposé de réaliser ce projet ?

Octobre 2005 : Lancement du Plan D comme Démocratie, Dialogue, Débat

Au printemps, la majorité des Hollandais et des Français a rejeté le projet de Constitution. A la suite de ce Non, les chefs d'Etat ont demandé que dans chaque Etat membre il y ait une réflexion sur l'avenir de l'Europe.

La Commission européenne propose alors un Plan D comme Démocratie, Dialogue, Débat. Ce programme a pour objectif d'associer les citoyens à un large débat sur l'Union européenne : quelle est sa raison d'être ? Vers quoi s'oriente son avenir ? Quelles tâches devraient lui être assignées ?

Mars 2006 : Appel à propositions

La Représentation française de la Commission lance un appel à propositions, qui aura pour objectifs :

- une participation de chacun aux débats sur l'Union
- des dialogues avec les responsables politiques de l'Union
- des échanges de vues entre citoyens de différentes nationalités sur des thèmes d'intérêt commun.

Les débats doivent avoir un thème précis ; ils permettront l'expression d'opinions différentes et seront accessibles au grand public.

L'idée directrice est d'écouter ce que chacun pense, de favoriser les échanges, puis de faire

remonter des propositions vers Bruxelles. C'est une approche inverse de ce que nous venions de vivre pendant des mois. Nous avons cherché à expliquer la Constitution à nos concitoyens ; à présent les débats, échanges, remontées de propositions s'inscrivent dans une démarche ascendante.

Juillet 2006 : Notre candidature

A la Maison de l'Europe des Yvelines (MdEY), nous avons perçu qu'un tel projet correspondait bien à nos objectifs :

→ Favoriser les dialogues et les débats

- Dans les Cafés Europe, nous échangeons et débattons sur les avancées concrètes en Europe : les systèmes éducatifs, la mondialisation vue d'Europe, la Chine et l'Europe, l'Ukraine et l'Europe, la Roumanie et l'Europe, les femmes en Europe...
- Lors des sessions annuelles du Parlement annuel franco-germano-polonais des Jeunes, des lycéens français débattent avec de jeunes Allemands et Polonais : quelle sera la place de chacun et chacune dans l'Europe que nous construisons pour demain ?
- Nous avons rassemblé des jeunes des sections européennes de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel dans un colloque sur l'emploi et la mobilité en Europe. Cette rencontre s'est poursuivie par une action concrète : cinq jeunes demandeurs d'emploi sont partis en stages professionnels en Irlande avec le soutien du Fonds Social Européen.

→ Connecter des personnes différentes

Nous permettons à des lycéens de l'enseignement général et professionnel de réfléchir ensemble sur les enjeux européens ; nous organisons des tables rondes d'adultes répondant aux questions de jeunes. Ce programme 3 D les aidera à se rencontrer et à s'enrichir de leurs différences.

→ Etendre le débat à des communes variées des Yvelines

Nous voulons, grâce à ces débats, étendre le réseau de la MdEY à davantage de villes : neuf débats avec les habitants de neuf communes bien réparties dans les Yvelines.

C'est alors que nous avons constaté que parmi celles-ci, certaines présentent des spécificités qui coïncident avec les thèmes choisis :

L'EUROPE SOCIALE

● Croissy-sur-Seine

Quelle politique sociale et de l'emploi pour l'Europe ?

● Les Mureaux

Espace social et fonds structurels européens

● Mantes-la-Jolie

Politique sociale de la ville et régimes sociaux

L'ENVIRONNEMENT EN EUROPE

● Triel-sur-Seine

L'eau - l'énergie - le réchauffement de la planète

● Andrézy

Réchauffement climatique et agriculture

● Chambourcy (Lycée Horticole)

Nature - Forêt - Biodiversité

LA RECHERCHE EN EUROPE

● Chatou

La recherche dans le domaine de la santé

● Versailles

La recherche dans les technologies de l'information et de la communication

● Saint-Germain-en-Laye

La recherche et l'innovation dans l'automobile et l'aéronautique

→ Impliquer les jeunes dans les débats

Pour sensibiliser les jeunes, plusieurs activités leur sont proposées :

- Réalisation de micros-trottoirs par les jeunes de Mantes-la-Ville
- Questionnaires ludiques (quiz) pour les jeunes des collèges de Triel et d'Andrézy

→ Conclure par des propositions concrètes

Tous les participants sont invités, à la fin de chaque débat, à formuler des propositions concrètes qui sont soumises au vote.

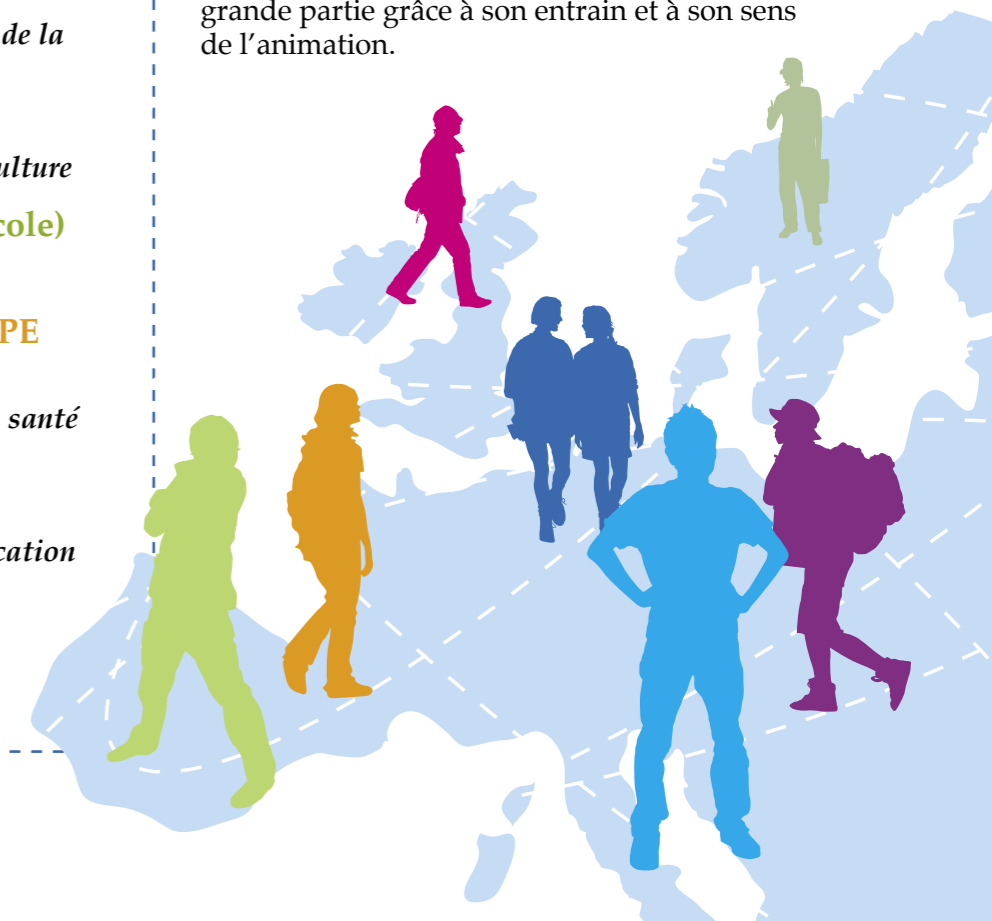
Septembre 2006 : Acceptation

La Représentation française de la Commission européenne confie l'organisation des débats à la Maison de l'Europe des Yvelines.

→ Animation des débats par un modérateur

L'association remercie Alexis Bakonyi, journaliste, pour son rôle de modérateur. Armé de son micro-baladeur et avec toute sa vitalité, il a assuré durant les neuf débats un va-et-vient constant entre les intervenants et les participants. Il a très bien aidé les jeunes à exprimer leurs réactions et à formuler leurs questions sans timidité.

Si ces débats ont tous été passionnants, c'est en grande partie grâce à son entrain et à son sens de l'animation.



La recherche des intervenants...

Après avoir choisi les trois grands thèmes, divisés chacun en trois sous-thèmes, il nous fallait trouver les intervenants. Notre choix était guidé par trois exigences :

- Montrer la présence de l'Europe dans la ville ou dans le département par le biais des financements européens
- Expliquer comment s'appliquent les différentes directives européennes sur le terrain national
- Mettre en avant des exemples d'autres pays de l'Union européenne



Au fur et à mesure que nous approfondissions les thèmes choisis, nous nous rendions compte de leur complexité. Pour pouvoir compléter nos connaissances, mieux orienter les débats et être ainsi plus précis dans le choix des intervenants, nous avons tout d'abord passé un certain nombre d'heures de recherche sur internet. Deux sites étaient pour nous une mine d'informations inestimable : www.touteurope.fr et www.euractiv.fr.

Chaque ville a été choisie en fonction du thème qui la préoccupe le plus dans sa gestion quotidienne. Nous avons ainsi eu la chance de rencontrer un certain nombre d'élus dont les villes profitaient déjà des financements européens. Ils intervenaient volontiers pour montrer ce qui a pu être réalisé chez eux et ce qui allait encore l'être grâce aux différents programmes européens. Stéphane Buffetaut, membre du CESE (Comité Economique et Social Européen) et à l'époque maire-adjoint de la ville de



Versailles est ainsi intervenu dans plusieurs débats. Nous avons tous beaucoup apprécié la clarté et la précision avec laquelle il a présenté chaque sujet.



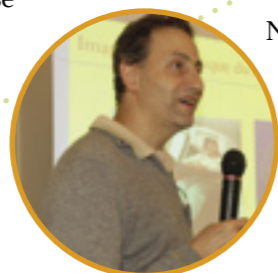
Pour éviter des débordements pendant la campagne des élections municipales, nous avons décidé de débiter le cycle des neuf débats avec le thème le plus compliqué et le plus discuté pendant la campagne du Référendum : *l'Europe sociale*.



Nous voudrions ici remercier TEAM-EUROPE et tout spécialement Gérard Nafilyan et Isabelle Cariat qui ont tout de suite répondu favorablement à notre demande.

Nous nous sommes, bien entendu, tournés vers la Commission européenne, ses Directions Générales et sa représentation à Paris. L'accueil a toujours été très chaleureux. Laurence de Richemont, chef-adjointe de la Représentation de la Commission européenne à Paris est ainsi intervenue à Versailles dans le cadre de la *Recherche dans les Technologies de l'Information et de la Communication*.

Pour notre dernier débat à Saint-Germain-en-Laye, nous avons pu avoir des intervenants d'une grande qualité grâce à l'aide du bureau de la représentation de la Région Ile-de-France qui nous a mis en contact avec des centres de recherche et des industries.



Nos remerciements vont à tous les intervenants et à tous nos partenaires qui ont rendu ce cycle de débats possible.

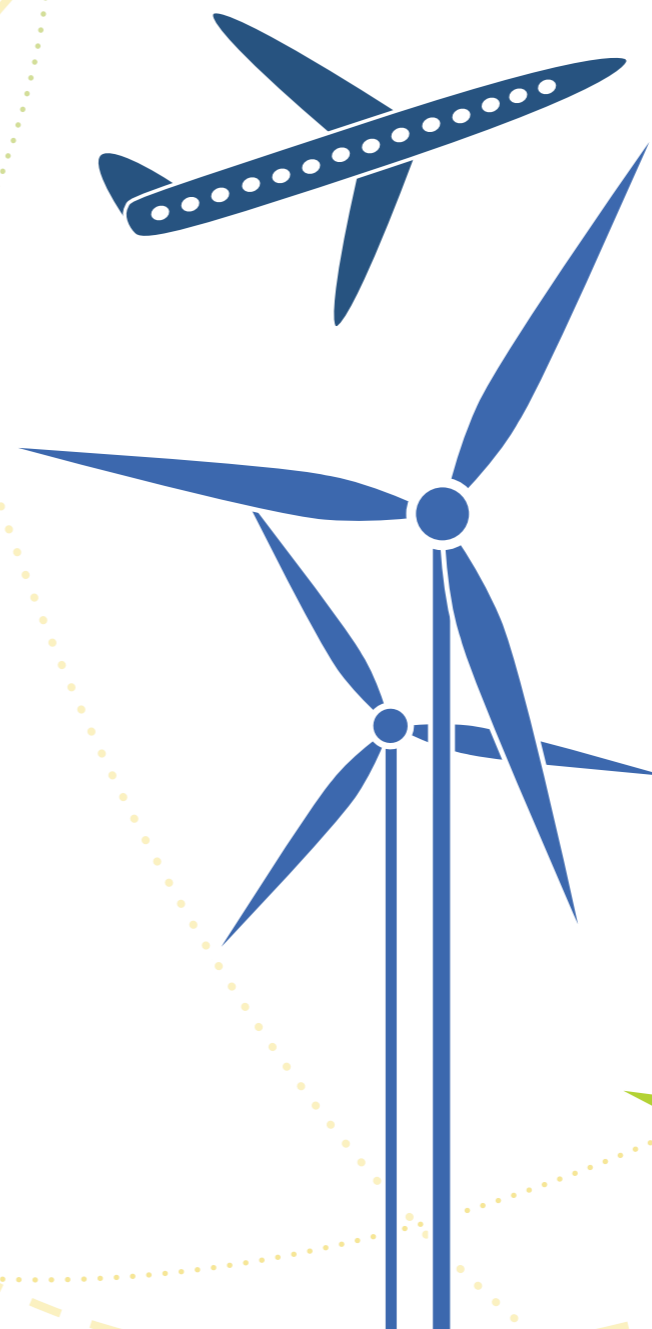
...pour répondre aux préoccupations des citoyens

Lorsqu'en juillet 2006, la Représentation de la Commission européenne donne l'aval à la *Maison de l'Europe des Yvelines* (MdEY) pour la réalisation de son projet *L'Europe vue depuis les Yvelines*, l'association confirme les trois axes à développer dans ces rencontres citoyennes, dont un des volets est la Recherche & le Développement.

Le programme spécifique « coopération » du 7ème programme cadre (PCRD) est l'un des six axes majeurs portés par la Commission européenne et touche à des domaines où le citoyen est le premier concerné :

- La santé : la MdEY souhaite aborder ce sujet pour saisir les évolutions actuelles dans ce secteur
- Les technologies de l'information et de la communication : elles sont au cœur même de la société de la connaissance et doivent conduire à faire de l'Europe le premier continent en la matière
- L'énergie : l'association a étudié ce thème lors de différentes rencontres comme les Cafés Europe :
Vers un monde sans pétrole – mai 2006
La fin du pétrole – juin 2006
L'eau, une ressource limitée – septembre 2006
L'Europe face au réchauffement climatique – mars 2007.

La *Maison de l'Europe des Yvelines* choisit donc de réunir sept organismes travaillant pour la Recherche & le Développement dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Cet échange entre un public préoccupé par les enjeux de l'évolution du panier énergétique et les experts souligne tout l'intérêt de travailler « main dans la main » au sein de l'Union européenne pour atteindre les objectifs fixés par le 7ème PCRD.



L'implication des établissements scolaires

Les élèves de plusieurs établissements ont participé à des degrés différents (étude du thème européen, élaboration d'outils de sondage, participation aux débats...) démontrant ainsi leur intérêt pour les thématiques des débats « L'Europe vue depuis les Yvelines ».

Ils ont ainsi contribué à la richesse des échanges. Avec la participation de M. Magri, Proviseur du lycée François Villon les élèves ont, à partir d'un questionnaire qui leur a été proposé, effectué une enquête sur l'Europe Sociale.

Natacha et Delphine sont venues à la mairie des Mureaux le samedi matin 18 novembre 2006 présenter à l'ensemble de l'assistance les conclusions de cette analyse.

Célestine, Dounia, Julien, Louis et Mélanie du lycée Camille Claudel, élèves de BTS ont participé à ce projet avec trois de leurs professeurs, Melle Boutrois, M. Marquès et M. Flores.

Ils ont repris le questionnaire, en ont fait une nouvelle présentation et l'ont distribuée au sein de l'établissement. Ils ont obtenu un grand nombre de réponses, établi un diaporama pour le présenter aux participants du débat.

De plus, ils ont effectué un micro-trottoir en interviewant les habitués des marchés de Mantes-la-Ville et de Mantes-la-Jolie.

Deux élèves ont ensuite participé à une conférence de presse en présence de notre Président Pierre Lequiller.

Nous tenons à remercier M. Montet, Proviseur de cet établissement, très investi dans les projets européens, qui nous a apporté tout son soutien.

Les élèves du collège de Chanteloup-les-Vignes ont participé avec leur professeur, Mme Vega-Ritter à deux débats. A chaque fois, le thème a fait l'objet d'une étude préalable en classe et les élèves ont posé des questions.

Lors de la conférence à Versailles, où le thème traité était « La recherche dans les Technologies de l'Information et de la Communication », ils ont été

particulièrement perspicaces surtout lorsque M. Buffetaut a parlé de GALILEO, le système de transmission européen.

Les élèves du lycée des Côtes de Villebon de Meudon et leurs correspondants slovaques, accompagnés de leur Proviseure Mme Albergoni ont également participé très activement à ce débat.

Les jeunes du lycée International ont plusieurs fois pris part aux débats, notamment au lycée Agricole et Horticole de Saint-Germain-en-Laye, puis à Versailles et enfin à Saint-Germain-en-Laye. Conduits par leur professeur Michel Levannier, ils ont suivi avec beaucoup d'attention chacun de ces débats, auxquels ils ont participé de façon très pertinente.

M. Thierry Girodot Proviseur et Mme Delmas, adjointe au Proviseur, nous ont accueillis au lycée Agricole et Horticole de Saint-Germain-en-Laye & Chambourcy pour un débat sur « Nature, Forêt et Biodiversité ». Les élèves bien préparés ont écouté avec intérêt les intervenants et ont ensuite posé des questions extrêmement judicieuses ce qui montrait que le sujet avait été abordé en classe. Le public était composé essentiellement de jeunes ; la richesse des débats et la qualité des interventions ont été remarquées.

Le dernier débat, qui s'est déroulé dans la salle multimédia de Saint-Germain-en-Laye a permis aux élèves du lycée International et du lycée Professionnel Jean-Baptiste Poquelin de prendre largement part aux discussions, tant les intervenants étaient de qualité. Un cocktail leur a donné l'occasion de poursuivre les échanges dans un contexte convivial et moins rigide. Ils ont pu dialoguer avec chacun des intervenants exprimant leur point de vue et en le défendant avec beaucoup de rigueur.

Les lycées

- François Villon des Mureaux
- Camille Claudel de Mantes-la-Ville
- Agricole et Horticole de Saint-Germain-en-Laye & Chambourcy
- International de Saint-Germain-en-Laye
- Côtes de Villebon de Meudon
- Jean-Baptiste Poquelin de Saint-Germain-en-Laye

Le collège Magellan de Chanteloup-les-Vignes

Nous tenons à remercier tous les proviseurs et les professeurs qui ont bien voulu soutenir la participation à ces débats européens.

Conférence de presse

Afin de sensibiliser et d'informer les citoyens sur les débats lancés par la Maison de l'Europe des Yvelines (MdEY), une conférence de presse a été organisée mi-novembre 2006 à Versailles, en présence de :

- Pierre Lequiller, Président de l'association et Président de la délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union européenne
- Regina Lecointe, Secrétaire générale de la MdEY
- Plusieurs étudiants issus du lycée Camille Claudel de Mantes-la-Ville

Au préalable, de nombreux journalistes de la presse écrite et orale ont été invités à participer à l'évènement médiatique, ce qui a donné lieu à des articles comme celui ci-dessous ...

Le Courier des Yvelines 22 novembre 2006

RADIOGRAPHIE

L'Europe vue des Yvelines

Pour savoir comment les Yvelinois voient l'Europe de leur fenêtre, la Maison de l'Europe sort de ses murs. Elle organise neuf rencontres débats avec les Yvelinois pour faire remonter leurs aspirations à la Commission européenne.

Installée à Chatou depuis 2002, la Maison de l'Europe des Yvelines sort de ses murs. Elle s'est engagée dans l'organisation d'une série de débats dans neuf villes des Yvelines (voir programme) afin de recueillir l'avis des Yvelinois sur trois sujets qui lui tiennent à cœur : l'Europe sociale, l'Europe et l'environnement, l'Europe et la recherche et développement.

« Après le choc du « non » au référendum, nous avons voulu participer au plan « D » (« D » comme démocratie) lancé par la Commission européenne », explique Pierre Lequiller, président de la Maison de l'Europe et député des Yvelines. « Et ce afin de mobiliser les Européens sur ces questions, car nous sommes en situation de crise ».

« L'idée, c'est de demander aux habitants des Yvelines, comment voyez-vous l'Europe de chez vous ? » reprend Regina Lecointe, la secrétaire générale de l'association et cheville ouvrière de l'opération. « Nous allons recueillir les avis, faire trois propositions à la Commission européenne, suivre l'évolution de ces propositions et en



Mélanie et Julien entourent Pierre Lequiller.

rendre compte aux citoyens ». Une façon très pragmatique parfaitement en phase avec les origines germaniques de la dame.

Chaque grand débat organisé sur un thème est précédé de deux rencontres préparées le plus souvent avec les établissements scolaires. C'est le cas de Mantes-la-Ville et aux Mureaux.

Les étudiants en action

Mélanie et Julien, tous deux élèves en BTS assistant de gestion au Lycée Camille Claudel, ont ainsi élaboré

attentes » renchérit Julien. Les lycéens des Mureaux ont, pour leur part, réalisé une vidéo sur le même sujet.

Toutes ces contributions serviront à alimenter le débat qui aura lieu le 24 novembre à l'Agora de Mantes, de 19h30 à 22 heures, et qui se conclura par une série de propositions sur lesquelles le public se prononcera lors d'un vote électronique. Les propositions choisies « remonteront » ensuite à la Commission européenne. « Il ne s'agit pas pour nous, dans ces débats, de nous adresser à un public composé uniquement de convaincus, précisent les organisateurs. On peut y apporter la contradiction, car l'idée c'est d'avoir, au travers de ce vote une photographie de ce que pensent les Yvelinois ».

P.W.

Les débats

L'Europe sociale : vendredi 24 novembre à l'Agora de Mantes à partir de 19h30.

Europe et environnement : le 16 décembre à Triel, le 27 janvier à Maisons-Laffitte, le 9 mars à Rambouillet.

Europe et recherche et développement : le 24 mars à Poissy, le 27 avril à Guyancourt suivi d'un grand débat à Versailles (date à fixer).

MERCREDI 22 NOVEMBRE 2006

Le Courier des Yvelines 6

1 | Quelle politique sociale & de l'emploi pour l'Europe ?



Croissy-sur-Seine
30 septembre 2006
Habitants : 9951
Maire : Jean-Roger Davin

Objectif municipal : aider à l'emploi au sein de la CCBS

Ce que fait la ville :

Croissy, première ville à accueillir le débat de la MdEY concernant le volet social.

Ville pilote au sein de la Communauté des Communes de la Boucle de la Seine (CCBS) avec des objectifs clairs :

- rencontres régulières pour le recrutement local
- mise en relation des demandeurs d'emploi et des DRH concernés via le service du développement économique et de l'emploi
- réorientation professionnelle avec l'aide des Missions locales pour les moins de 26 ans.



Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite à dialoguer sur le thème de l'Europe sociale, en présence de :

- **Ghislain Fournier**, Vice-président du Conseil Général, en charge du domaine social
- **Isabelle Cariat**, Chef de projet formation à l'Association Nationale des Cadres du Social
- **Stefan Seiler**, de nationalité allemande, travaillant dans le département Europe de l'Ecole Nationale d'Administration

Etat des lieux

Un document de synthèse, préparé par la **Maison de l'Europe des Yvelines**, résume les caractéristiques actuelles de la politique sociale et de l'emploi.

Tous les Européens aspirent à :

- pouvoir travailler dans un autre pays d'Europe,
- obtenir la reconnaissance de leurs diplômes,
- bénéficier d'un système de santé, de sécurité et de protection des travailleurs.

Parmi eux, les Français souhaitent plus spécialement maintenir :

- le niveau de leur protection sociale, de leurs salaires, de leurs retraites,
- le niveau des aides sociales pour l'enfance, pour les personnes handicapées,
- la lutte contre l'exclusion.



Ces constats appellent des explications sur l'existence de différents modèles sociaux européens :

- **le modèle bismarckien**, fondé sur le travail et les cotisations,
- **le modèle beveridgien**, fondé sur le principe de l'universalité : tout citoyen est protégé contre tous les risques (santé, vieillesse, etc), à un niveau forcément limité (cette protection est financée par l'impôt),
- **le modèle mixte**, développé dans les anciens pays de l'Est : tous les travailleurs sont pris en charge par les entreprises d'Etat.



Modèles explicatifs

Le système social français :

efficace dans le passé (progrès importants réalisés en matière sociale), doit être cependant réformé, en vue d'une certaine harmonisation grâce à de « bonnes pratiques » telles la MOC (Méthode Ouverte de Coordination). A ce titre, les « emplois Jeunes » ont été reconnus comme « bonnes pratiques » utilisables dans d'autres pays.

Le système social allemand montre certaines évolutions dignes d'intérêt. Il y a actuellement en Allemagne des réformes sociales en matière de :

a) assurance santé :

augmenter la concurrence entre les caisses, prescrire des génériques, instaurer un parcours de soins comme en France (avec un médecin traitant sans augmentation des cotisations ou versements de l'Etat).



b) chômage Hartz 4 (4ème étape) : création de « job centers » facilitant la gestion des chômeurs, diminution des indemnités en cas de refus d'emploi, prise en charge partielle des chômeurs par les familles ayant des moyens financiers.

Cette réforme a été votée pour une période de 30 ans.

Evolution en cours

Face à ces différents modèles, l'Union européenne propose des actions de :

coordination (Méthode Ouverte de Coordination des politiques sociales, appelée MOC)

convergence (droits minima pour tous les salariés européens, par exemple :

âge minimum requis pour un jeune qui souhaite travailler = 15 ans dans tous les pays de l'Union européenne).

Elle décide des lignes directrices mais les Etats restent maîtres des réformes à mettre en place.



Les Français considèrent que pour arriver à développer une vraie mobilité, il faut renforcer la cohésion sociale en apportant de l'aide aux régions les moins favorisées et rééquilibrer les flux migratoires.

Les outils de mesure communs

Les intervenants présents ont souligné la nécessité de mettre en place en Europe des outils de mesure communs.

Actuellement, l'Union européenne ne les impose pas. Elle ne fait que favoriser la convergence ou pratiquer la coordination entre les Etats. Ces outils de mesure appartiennent donc à chaque Etat membre, d'où la difficulté d'en créer des communs. Cependant, il existe des programmes européens tels URBAN (financé par le Fonds Social Européen et créé pour aider les zones défavorisées à s'adapter), qui contribuent à harmoniser les politiques sociales.

La voix de Croissy-sur-Seine :

- Promouvoir les « bonnes pratiques sociales »
- Définir des outils de mesure communs

2 | Espace social & fonds structurels européens



Les Mureaux
18 novembre 2006
Habitants : 31 722
Maire : François Garay

Ce que fait la ville :

Mise en oeuvre de nombreux projets grâce aux fonds européens :

Réhabilitation / construction :

- création de la Maison de la Petite Enfance
- restructuration de la RD 43
- réaménagement du COSEC (salle de sport) en espace multi-usages
- création d'un Espace Loisirs Jeunesse, d'une maison médicale, du réseau ELISAL (réseau Européen pour l'Inclusion et l'Action Sociale Locale)...
- aménagement d'un lieu pour les manifestations importantes
- échange d'expériences et de "bonnes pratiques" entre 17 pays européens

Aide à l'emploi :

- aide à la création de 250 emplois par l'espace de l'économie et de l'emploi
- soutien aux associations créatrices d'emploi



Pour débattre du thème choisi, la Maison de l'Europe des Yvelines accueille :

- Gérard Nafilyan, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la Représentation de la Commission européenne en France
- François Garay, Maire des Mureaux
- Marie-Françoise Savigny, Maire-adjointe

Introduction

Devant un public composé d'habitants engagés notamment dans le milieu associatif et l'animation sociale, l'échange avec les intervenants présents a été fructueux.

Gérard Nafilyan explique qu'il n'existe pas véritablement de politique sociale commune mais plutôt un « espace social européen ». Concernant l'harmonisation, il constate une réussite en matière économique, mais les disparités entre les pays la rendent difficile dans le domaine de la santé, de la culture et du social.

Par ailleurs, les pays dotés d'un haut niveau de protection sociale voient leurs acquis protégés ; en effet, l'Union prévoit la mise en place de minima, au-dessous desquels on ne peut pas descendre.

Marie-Françoise Savigny expose l'exemple concret du soutien de l'Union européenne pour sa ville. Lancée à l'initiative de la Commission européenne en 1994, la 2nde génération du programme URBAN concerne, pour 2000-2006, 70 sites en difficulté dont 9 en France. Les Mureaux ont été sélectionnés grâce à leurs projets d'actions constructives dans des domaines aussi variés que l'environnement et le cadre de vie, le lien social et solidaire, le développement économique.

Le programme URBAN 2 porte sur un montant de 12 M d'€ versés par l'Europe sans compter les compléments (Etat, Région, Département, Caisse d'Allocations Familiales, Collectivités locales) qui ont conduit à un total de 31 M d'€, les programmes des Fonds Structurels Européens fonctionnant uniquement sur la base d'un cofinancement.

Questions du public :

- « comment faire mieux ressortir le rôle de l'Europe »

Extrait de l'enquête réalisée par les élèves du lycée François Villon des Mureaux.

L'Europe sociale :

Pour la majorité des étudiants de 15 à 24 ans, ainsi que pour les employés de 35 à 44 ans, « l'Europe sociale » signifie la mise en place de mesures sociales minimales, tandis que les autres catégories socioprofessionnelles pensent que tous les pays de l'Union harmoniseront peu à peu leurs lois sociales.

La mobilité professionnelle :

La majorité des personnes interrogées a une image très favorable de la mobilité professionnelle en Europe et est intéressée par l'expérience d'un emploi à l'étranger.

Les conditions de travail :

Concernant les conditions de travail en Europe, il apparaît que les femmes sont mieux informées que les hommes, qu'elles s'intéressent de plus près à la question de l'Europe sociale.

Les domaines de l'Europe sociale :

Les employés, les étudiants et les personnes travaillant dans le secteur primaire sont très intéressés par la santé, tandis que les chômeurs et les personnes sans profession s'intéressent à la situation de l'emploi et à la mobilité des travailleurs.

Les politiques qui pourraient être améliorées :

La plupart des personnes interrogées souhaiteraient que soient améliorés les secteurs des retraites, de la santé, du chômage, des conditions de travail et de la mobilité sociale. On note que les Français pensent d'abord à s'occuper de la situation de la France, avant celle de l'Europe.

dans toutes ces réalisations ? »

● « L'Europe est-elle un rempart contre la mondialisation ? »

● « quels secteurs sont prioritaires ? »

François Garay

replaces l'Europe dans un contexte mondial et émet des suggestions pour faire communiquer les jeunes en tant que citoyens européens.



Quelques exemples :

- Ne plus considérer l'Europe comme un bouc émissaire facile,
- Une place accrue pour l'Europe dans les médias,
- Une éducation européenne dans les écoles.

En résumé, travailler sur la communication de l'Europe au quotidien.

Ces améliorations sont du ressort... :

57% des personnes pensent que seul l'Etat français est capable d'améliorer ces domaines. Cela montre un certain manque de perspective européenne.

Conclusion :

La question d'une politique sociale pour l'Europe est d'ores et déjà d'actualité. Quel que soit le profil des personnes, l'étudiant comme le retraité, la femme comme l'homme, tous sont concernés par cette politique qui sera mise en place d'ici peu. Le refus de la Constitution européenne fait cependant obstacle aux réformes à mettre en place. Les Français sont-ils intéressés par le développement de notre Europe ? Peut-on parler d'une Europe unie par une même politique sociale, si le peuple français n'est pas prêt ? Telles sont les questions qui doivent trouver une réponse avant que le Président français ne décide de prendre position pour une Europe unie, dans laquelle tous les pays partageront leur difficultés, les plus forts aidant les plus faibles.

La voix des Mureaux :

- Utilisation de fonds européens : rendre plus visible leur affichage systématique sur les lieux des réalisations
- Programmes pour les zones sensibles : augmenter la part de ces programmes dans le budget de l'Union
- Protection de l'emploi dans l'Union : instaurer des domaines où sera imposée la préférence pour les biens ou services produits par des travailleurs de la communauté

3 | Politique sociale de la ville & régimes sociaux



Mantes-la-Jolie

24 novembre 2006

Habitants : 43 679

Maire : Michel Vialay

Ce que fait la ville :

En matière de développement social, plusieurs dispositifs locaux, basés sur un réseau associatif et institutionnel dense, existent :

- Les Centres de Vie Sociale (contact avec la population et proposition de solutions adaptées)
- Le Pôle Santé (missions de prévention et actions pour réduire les inégalités)
- La Coordination des actions linguistiques (accès à la formation, principalement pour les publics en difficulté linguistique)
- Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (maintien des équilibres fondamentaux du territoire)
- La Réussite éducative (prise en charge des enfants en situation d'échec scolaire)

Pour :

- améliorer les conditions d'accueil du public,
- favoriser l'insertion des jeunes
- rationaliser le fonctionnement des services en charge des secteurs sociaux
- renforcer la présence des services publics notamment au sein du quartier du Val Fourré



Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite le public à dialoguer avec les trois intervenants :

- **Stéphane Buffetaut**, Membre du Conseil Economique et Social Européen, adjoint au maire de Versailles
- **Gérard Nafilyan**, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la Représentation de la Commission européenne en France
- **Michel Sevin**, premier adjoint au maire de Mantes-la-Jolie

Etat des lieux

Visionnage du micro-trottoir réalisé par cinq étudiants en BTS du lycée Camille Claudel de Mantes-la-Ville.

Célestine, Dounia, Julien, Louis et Mélanie se sont investis dans la préparation et l'organisation de ce débat. Ils ont effectué une enquête auprès des habitants de Mantes-la-Jolie et de Mantes-la-Ville, en ont fait la présentation à partir d'un diaporama conçu par eux-mêmes. Ces étudiants ont également réalisé un micro-trottoir en interrogeant des personnes de toutes catégories sociales dans les deux villes avec le concours de leurs professeurs et le soutien de leur proviseur.

Quelques avis de Mantais et Mantevillais dans le

film que nous avons vu en début de soirée :

« le social est devenu administratif, il devrait venir du cœur »
 « un social dans lequel l'homme ne trouve pas sa place »
 « on est en train de tirer les pays d'Europe vers le bas en matière de santé »

Il convient de féliciter ces cinq étudiants pour leur investissement et leur intérêt à l'ouverture européenne.

Gérard Nafilyan : Sur le plan social, l'entrée des Espagnols et des Portugais dans l'Union européenne a été un succès remarquable; on peut espérer qu'il en soit de même pour les pays qui nous rejoignent et que leur niveau de vie s'élève rapidement. Il faut se rappeler que la quasi-totalité du domaine social reste de la compétence des Etats membres ; les domaines communautaires avec décision prise à la majorité sont exceptionnels (protection des travailleurs sur leur lieu de travail).

Stéphane Buffetaut : Les règles sociales sont différentes dans chaque pays. Un exemple : au Danemark, celui qui perd son emploi est vigoureusement aidé et accompagné pour qu'il retrouve très rapidement un nouvel emploi ; et cela fonctionne bien.

Michel Sevin : Le total des populations des 10 nouveaux membres est nettement inférieur au total de la population de l'Espagne et du Portugal. Il n'y a donc pas de raison que cette intégration ne soit pas une réussite économique et sociale. L'avenir de l'Europe va dépendre de nos bons choix d'investissement. Trois domaines sont absolument prioritaires pour les Européens : l'environnement, la recherche, l'énergie.

La mobilité professionnelle en Europe : oui, mais avec quels régimes sociaux ?

● Liberté de travailler dans un autre état de l'Union européenne
C'est la réglementation sociale du pays d'accueil qui s'applique.

● En cas de chômage
Les indemnités reçues sont fonction du montant et du lieu des cotisations versées : un Allemand qui a cotisé en France aux ASSEDIC pourra être indemnisé par la Caisse des ASSEDIC à laquelle il aura cotisé.

● Couverture maladie
Les travailleurs cotisent à la Sécurité sociale du pays d'accueil ; cette caisse les couvre. Ceux qui n'ont pas de contrat de travail doivent prendre des dispositions, car la Couverture Maladie Universelle (CMU) n'existe que dans certains pays de l'Union.



● Pensions de retraite
Le travailleur accumule peu à peu des points de retraite dans chacun des pays où il travaille. Ses pensions ne commencent à lui être versées qu'à l'âge légal de départ en retraite dans chaque pays concerné.

Les aides sociales européennes

L'Union européenne accorde des subventions pour aider à corriger les différences de ressources entre les communes. Ces fonds ne sont versés qu'à titre de compléments d'aides locales.

Mantes-la-Jolie est une des 9 communes françaises qui ont été retenues : 40 actions concrètes ont été financées au titre d'URBAN 2.

Un participant cite un exemple : une des 40 actions a consisté à former des jeunes à la conduite et à leur faire passer le permis de conduire ; ce permis les a beaucoup aidés pour trouver du travail. Ces aides ont été très appréciées.

De 2001 à 2006, l'Union a ainsi versé 13 M d'€ à Mantes-la-Jolie. Ces subventions ont représenté à elles seules le tiers des investissements communaux.

La voix de Mantes-la-Jolie :

- Instaurer 3 priorités d'investissements communautaires : *recherche/innovation - environnement - énergie*
- Mettre en place dans tous les pays de l'UE une CMU pour les ressortissants européens
- Encourager le maintien des seniors dans l'emploi
- Accroître les domaines sociaux de compétence européenne, avec votes à majorité qualifiée
- Ne pas mentionner le pays d'origine dans les CV

1 | l'Eau & l'Energie - réchauffement climatique



Triel-sur-Seine
10 février 2007
Habitants : 11 091
Maire en 2007 :
 Jean-Pierre Houlemare

Les actions environnementales de la commune de Triel :

- Mai 2007, opération *Vive la Seine* avec le nettoyage d'une partie des berges par un chantier d'insertion
- Tous les ans, actions de nettoyage de quartier par les associations et la commune
- Construction d'un équipement scolaire avec une partie de la construction sur les normes HQE
- Sensibilisation et action avec quelques classes de la ville en partenariat avec le Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et le Traitement des Résidus Urbains qui réalise le traitement, le tri et le recyclage des déchets (expositions, actions dans les classes,...)
- Hébergement et aides à l'association Energies Solidaires qui œuvre entre autres pour la promotion de la maîtrise de l'énergie et la sensibilisation sur les énergies renouvelables
- Projet de « Cité de l'Environnement » dans la ZAC Secteur Sud

Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite à dialoguer sur le thème de l'environnement, en présence de :

- **Jean-Pierre Houlemare**, Maire de Triel-sur-Seine
- **Stéphane Buffetaut**, ancien député européen, Maire-adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen)
- **Pierre Grison**, consultant en développement auprès des communes
- **Michael Boucher**, Groupe Véolia Environnement Eau

Etat des lieux - Pourquoi Triel ?

Le thème abordé lors de ce débat est très important pour la ville. Autrefois, elle tirait profit de la Seine au niveau agricole (vignobles, maraîchers, arboriculture). Aujourd'hui elle est confrontée à une réalité : l'eau est polluée du fait de la forte industrialisation et de l'accroissement démographique de la région parisienne. Triel travaille à la création d'une Cité de l'Environnement dont l'objectif sera de transformer cet héritage en « patrimoine culturel » associant ainsi la nouvelle usine de traitement des eaux. **La Maison de l'Europe des Yvelines** sensibilise sur les thèmes débattus au moyen de quiz et invite les intervenants à exposer leurs points de vue.

L'eau Rappel de l'action de l'Union européenne

Le cadre national ne suffit pas, la pollution ne s'arrêtant pas aux frontières des pays concernés. En conséquence, le cadre de l'UE est justifié et sa compétence est réelle. Les pays européens mettent

en place une législation nationale propre qui tire sa source de la législation européenne. Pour l'eau, il existe une directive 4 dans le cadre européen mais chaque pays vote sa propre législation et il faut savoir qu'en France, cette directive a mis trois ans pour être mise en application, d'où un retard accumulé.

La directive prévoit un échéancier :

- 2004 - faire un état des lieux puis mettre en place une tarification selon le principe de « pollueur = payeur »
- 2015 - atteindre un bon état chimique et écologique
- 2020 - supprimer tout rejet chimique dangereux dans l'eau.

La pollution des eaux touche aussi à la biodiversité. Cette directive impose beaucoup de travail aux industriels et aux chimistes ainsi qu'aux entreprises.

Echanges avec le public

Le principe « pollueur = payeur » ne s'applique souvent que partiellement, pour exemple le dédommagement partiel de la ville de Paris vis-à-vis de Triel.

Que faire pour lutter contre la pollution ?

- Protéger les ressources en eau (diminution des pesticides et des engrais chimiques) d'où une interrogation sur l'utilisation des OGM et la volonté de développer l'agriculture biologique
- Veiller à interdire toute activité autour des sites de captage.

L'Europe vise à une alimentation sécurisée et les produits sont contrôlés par des scientifiques indépendants.

Eduquer au respect de l'environnement n'est pas simple ! Le collège des Châteleines de Triel-sur-Seine souhaite qu'il y ait une directive européenne en matière d'éducation à l'environnement ; mais ceci est du ressort de l'Education nationale propre à chacun des pays. La compétence de l'Union européenne est donc limitée...

L'énergie - le réchauffement de la planète

Le constat

Le réchauffement climatique est dû à l'émission du gaz carbonique (causes principales : les transports – le chauffage).



Les directives européennes

- le respect du Protocole de Kyoto
- Le développement des énergies renouvelables
- Le développement de nouvelles technologies. Mais c'est à chaque pays de définir sa politique énergétique

et en matière de transport, les lobbies sont malheureusement très importants.

Echanges avec le public

- Imposer des normes n'est pas envisageable : l'UE propose des directives et chaque pays membre dispose d'un cadre législatif pour leur mise en place
- La part du budget européen consacrée à la Recherche et au Développement est actuellement de 1,5 % et devrait doubler dans les années futures
- Le pouvoir législatif étant national, l'Europe ne peut sanctionner les pays qui ne suivent pas assez vite les directives européennes
- L'environnement est porteur d'emplois et Michael Boucher confirme que le groupe Véolia recrute beaucoup de jeunes en apprentissage
- Energies renouvelables (panneaux solaires – énergie photo-voltaïque) : en matière d'énergie solaire, il y a de nombreuses différences selon les régions. On peut noter qu'il existe un Espace Information Energie à Triel-sur-Seine sous contrôle de l'ADEME où l'on peut se rendre pour obtenir des réponses sur ces énergies

La voix de Triel-sur-Seine :

Au niveau national, la mise en place d'un dispositif :

- d'aide pour améliorer l'isolation dans les maisons
- de soutien pour une avancée réelle vers des biens durables
- de lutte contre les lobbies
- d'information écologique
- de médiatisation pour la protection de l'environnement

Au niveau européen :

- l'application de sanctions pour les pays pollueurs
- l'instauration d'une réglementation unique

2 Réchauffement climatique & Agriculture



ANDRESY

Andrésy

10 mars 2007

Habitants : 12 621

Maire : Hugues Ribault

Ce que fait la ville :

Grâce au dynamisme de son comité de jumelages qui fête en 2008 ses 20 ans, Andrésy et les Andrésiens ont reçu plusieurs distinctions du Conseil de l'Europe. On peut citer l'Etoile d'Or, le Diplôme Européen et en 2008 le Drapeau d'Honneur. Les collégiens sont particulièrement impliqués dans la construction de ces échanges européens.

Jumelages au niveau européen :

- Haren (Ems - Allemagne), depuis 1988
- Vlagtwedde (Pays-Bas), depuis 2000
- Oundle (Grande-Bretagne), depuis 2001
- Miedzyrzecz (Pologne), depuis 2005

Jumelage-coopération avec une ville d'Afrique :

- Korgom (Niger), depuis 2001

Hugues Ribault parle de ses réalisations et insiste sur l'ouverture européenne de sa ville grâce à des jumelages actifs. Une fiche technique commentée par Xavier Mersch (Vice-président de la MdEY) lance le débat.

Le sujet est d'actualité puisque le Conseil européen a conclu, le 9 mars 2007, un accord sur une série d'objectifs pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Réchauffement climatique

Pierre Grison précise que le défi énergétique n'est pas lié uniquement aux institutions européennes, mais est basé également sur le comportement du citoyen européen.

Constat

- Réduction des émissions de CO₂ (chauffage – transports)
- Baisse des ressources de pétrole d'où l'importance de trouver des énergies de remplacement :
 - Energies renouvelables
 - Biocarburants
- Développement du transport fluvial et ferroviaire
- Respect des réglementations thermiques.



Les élèves du Collège Magellan de Chanteloup-les-Vignes ont pris conscience de cet impact médiatique lors d'une étude de plusieurs articles de presse.

Agriculture

Les Yvelines : grand département agricole de l'Île-de-France (91000 hectares, principalement cultivés en blé et colza) avec seulement 1270 exploitations. Denis Fumery précise qu'il faut tenir compte des évolutions climatiques pour les cultures et pratiquer une agriculture raisonnée :

- Nécessité de dégager une marge pour vivre de l'exploitation des terres
- Diversification des intrants (engrais) selon les sols
- Utilisation des nouvelles technologies (GPS)

Il ajoute que les lourdeurs administratives pour les aides de compensation proposées par Bruxelles sont mal vécues par les agriculteurs.

Questions du public

1. Pourquoi jette-t-on les surplus de production laitière ?

Selon l'agriculteur, l'Organisation Mondiale du Commerce fait pression sur l'UE.

2. Que pensez-vous des OGM ?

Denis Fumery est favorable aux OGM (s'ils sont maîtrisés) car le problème alimentaire est crucial à l'échelle de l'accroissement de la population.



Actions citoyennes

- Meilleure isolation des logements
- Réduction de la consommation d'énergie (électricité, chauffage, transport...)

Questions du public

1. A quoi ressemble l'ONU de l'environnement ?

Il existe un Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) difficile à mettre en place car il n'existe pas de lois interétatiques. Certains pays émergents (Chine, Inde, Brésil) ont pris conscience de l'enjeu économique.

2. La construction automobile va-t-elle évoluer vers les modèles hybrides ?

Malgré sa volonté, l'Europe développe ces technologies mais plus lentement que le Japon.

3. Qu'est-ce que la géothermie ?

Géothermie profonde : captage de l'eau chaude à 3000 m de profondeur. Technique d'un coût élevé.

Géothermie de surface : installation dans le sol de tuyaux et d'une pompe à chaleur – efficace. Aides de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour l'installation.

4. Pourquoi ne développe-t-on pas l'huile de tournesol ?

Denis Fumery explique que la réforme de la PAC a produit une chute des prix.

D'ici 2020, l'Europe souhaite porter le taux de biocarburants de 3 % à 10 %.

5. Quelle est l'efficacité du pacte Nicolas Hulot ?

Ce pacte a sensibilisé l'ensemble des citoyens sur l'équilibre environnement/économie/social.

La voix d'Andrésy :

- Favoriser la recherche sur l'automobile
- Développer le chauffage renouvelable
- Mettre en place des poubelles pour le papier dans les établissements scolaires
- Mettre en place dans les collectivités locales et plus largement dans les nouveaux logements les énergies renouvelables comme le solaire, les isolants de haute qualité environnementale à moindre coût.

3 | Nature, Forêt & Biodiversité

St-Germain/Chambourcy

27 mars 2007

Lycée agricole et horticole de Saint-Germain-en-Laye/ Chambourcy

Route forestière des Princesses
78100 Saint-Germain-en-Laye

Proviseur : Thierry Girodot

Proviseur adjoint : Annick Delmas

L'établissement est ouvert à tous ceux qui souhaitent

- Une voie professionnelle
- Une voie générale et technologique

Préparation aux diplômes :

BEPA/Baccalauréat technologique et professionnel
BTSA Aménagement Paysager et
BTSA Productions Horticoles



Vice-président de la Maison de l'Europe des Yvelines, Xavier Mersch, est remis à chaque personne.

Les Forêts

Xavier Jenner expose au travers d'un diaporama la situation forestière (au sein des propriétés privées) et fait l'analyse de l'évolution de la nature des végétaux sur l'Île-de-France. Il aborde donc la réglementation en vigueur liée au réseau Natura 2000 (appellation depuis 2004) programme mis en place en 1995 par la Commission européenne, comportant principalement deux directives :

- Habitat (depuis 1992)
- Oiseaux (depuis 1979)

L'ambition de Natura 2000 est de regrouper toutes les zones où la biodiversité est menacée en Europe et de sauvegarder les services vitaux offerts par les écosystèmes.

Ce programme européen impose des contraintes aux pays signataires visant à l'équilibre des régions en terme d'environnement.

Article 8. Conservation in situ :

Chaque Partie contractante :

- établit un système de zones protégées pour conserver la diversité biologique,
- élabore des lignes directrices pour le choix, la création et la gestion de ces zones,
- remet en état et restaure les écosystèmes dégradés et favorise la reconstitution des espèces menacées,
- empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes des habitats ou des espèces.

- Convention sur la diversité biologique
2006 - Commission européenne

Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite à dialoguer avec :

● **Xavier Jenner**, délégué régional de la propriété forestière privée (Centre régional de la propriété forestière)

● **Stéphane Buffetaut**, ancien député européen, Maire-adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen)

Afin de sensibiliser l'assemblée présente, composée majoritairement de jeunes en formation dans le secteur agricole et horticole, un quiz réalisé par le

Un bon nombre de questions de la part du public permet à Xavier Jenner de répondre à certaines interrogations :

- Gestion durable des forêts (reconstitution après coupe sans engrais, avec une provenance des espèces en fonction de la région climatique)
- Influence sur la biodiversité : veiller à équilibrer l'utilisation des différentes essences de bois
- Respect des plans d'écosystèmes :
 - pour les propriétaires privés : moins de contrôles
 - pour les forêts domaniales : bonne gestion due à la réglementation en vigueur
- Existence d'OGM dans les forêts : Non
- Reconnaissance des certifications forestières. Actuellement 2 certifications sont en vigueur :
 - PEFC (1^{er} système mondial de certification)
 - FSC (autre système de certification)
- Avenir de la filière bois : on dénombre actuellement 12 000 emplois en région parisienne et 500 000 au niveau national.



La Biodiversité

Stéphane Buffetaut apporte un éclairage européen sur la biodiversité.

On recense plusieurs causes à la dégradation de l'écosystème :

- le changement climatique
 - le développement économique (dû à l'urbanisation importante et au développement industriel)
 - l'invasion de nouvelles espèces qui tuent
 - l'épuisement des terres agricoles.
- Toutes ces données ont des conséquences dans la biodiversité végétale mais aussi animale (appauvrissement des milieux marins et menace d'extinction d'espèces animales).

Face à ce constat alarmant, l'Union européenne vise à :

- redonner sa place à la nature, en tant que source de plaisir et de loisirs



- encourager au respect d'une politique de la pêche équilibrée.

Elle a mis en place différents programmes comme la PAC (Politique Agricole Commune) et plus largement la stratégie de Lisbonne qui visent au développement durable.

Tous ces programmes s'accompagnent de l'intensification en matière de Recherche et Développement.

Suite à cette présentation, le public est invité à réagir. Cet échange permet de rappeler que les collectivités locales ont le pouvoir de décision pour s'inscrire dans ce projet de respect de la nature. Les personnes présentes s'inquiètent de l'impact de l'exploitation forestière dans la consommation énergétique et dans la production publicitaire. La mauvaise gestion des ressources forestières met en péril la préservation de la biodiversité.

Des élèves du lycée International, accompagnés de leur professeur d'Histoire/Géographie, Michel Levannier, soulignent que respecter la biodiversité, c'est veiller à :

- Eduquer toutes les générations sur l'environnement
- Renforcer la recherche concernant les énergies durables

La voix du Lycée Agricole & Horticole :

- Sensibiliser sur les économies d'énergie
- Imposer des taxes sur les voitures à l'entrée des grandes agglomérations
- Valoriser et faire connaître la filière « biodiversité-écologie » dans les universités

1 | La recherche dans le domaine de la santé



Chatou
23 mai 2007
Habitants : 28 582
Maire en 2007 :
Christian Murez

Objectif municipal :

Encourager les structures d'accueil pour les personnes :

- Structure pour personnes âgées dépendantes (MAPI)
- Structure pour personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer

Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite à dialoguer sur le thème de la recherche en Europe, appliquée à la santé, en présence de :

- **Claude Fermon**, Directeur de Projet de recherche au Commissariat de l'Energie Atomique (CEA),
- **Denis Decloquement**, Directeur des relations France Telecom avec les collectivités locales Île-de-France Ouest.



Introduction

Le 7ème programme cadre de recherche (2007-2013) vise à renforcer et structurer l'espace européen dans ce domaine, sorte de « marché commun de la recherche ». Il s'insère dans la Stratégie de Lisbonne (2000) qui vise à « faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ».

Dans le programme cadre on cite, entre autres, la recherche en matière de santé, qui concerne notamment :

- 1) un meilleur diagnostic
- 2) la mise en place de nouveaux traitements
- 3) l'amélioration des soins
- 4) la mise en réseau des dossiers médicaux via Internet (e-santé).

Au sein de l'Institut de recherche civile employant 15 000 personnes et qui fait partie intégrante du CEA, **Claude Fermon** est responsable du projet BIOMAGSENS. Ce projet porte sur le développement de capteurs magnétiques pour l'instrumentation médicale, utilisant les biopuces* et l'imagerie médicale.

Quatre pays européens sont impliqués dans ce programme (Irlande, Portugal, Finlande, France). Les travaux de recherche du CEA permettent de faire développer par des industriels partenaires de nouveaux appareils, permettant d'affiner les diagnostics. Ces études approfondies participent aux progrès de la médecine qui parvient aujourd'hui à soigner certaines maladies, dont l'épilepsie (97% de guérison).

Le chercheur du CEA expose l'apport de l'Europe dans tout ce travail de recherche. Aujourd'hui, tous les programmes sont le fruit d'une collaboration très active entre différents partenaires et différents pays. L'Europe soutient financièrement ces programmes pour lesquels la collaboration entre équipes au niveau européen est essentielle.

* les biopuces à ADN : ce sont de petits supports en verre ou en silicium d'un centimètre carré, sur lesquels sont fixés des fragments d'ADN. Si l'ADN des cellules analysées s'associe à ces fragments, c'est que les deux ADN sont similaires.

Les puces à ADN permettent des diagnostics rapides : maladies, résistances aux antibiotiques, action d'un médicament sur un tissu cancéreux, détection d'OGM, bactéries dans l'eau...

Questions du public :

1. Quelles ont été les grandes étapes pour le passage de la pensée « française » à la pensée « européenne » ?

Une évolution importante a eu lieu au cours des dernières années. Travailler uniquement au niveau national n'est plus concevable, notamment en raison de l'augmentation des coûts de certaines technologies.

2. Comment sont organisés les projets ?

Chaque projet est piloté par un coordinateur qui fédère les équipes internationales impliquées dans le projet. Des rencontres ont lieu tous les quatre mois entre les partenaires. Le projet européen dure trois à quatre ans. Le coordinateur est l'interlocuteur au niveau de la Commission européenne.

3. Quelle est la situation de l'Europe par rapport au monde ?

Les budgets des pays européens consacrés à la recherche sont nettement plus faibles que ceux alloués par les pays asiatiques et les USA.

4. Où en est-on en France pour les équipements en IRM dans les services hospitaliers ?

Le taux d'équipements est notoirement insuffisant, à savoir :

- 3,5 par million d'habitants en France
- 21 par million d'habitants dans les pays du nord de l'Europe
- 35 par million d'habitants au Japon.

5. Quel est le poids du CEA dans les décisions institutionnelles liées à la recherche ?

Des experts du CEA sont présents dans les commissions européennes et participent aux orientations des programmes cadres.

Denis Decloquement, intervenant du groupe France Telecom, souligne l'importance du département Recherche & Développement au sein de l'entreprise des télécommunications. Des partenariats européens sont mis en place afin de faire aboutir les projets du groupe.

Il constate :

- une progression annuelle de 7% des budgets alloués par les pays européens dans le secteur de la santé
- un vieillissement de la population qui impose aux Etats de renforcer le maintien à domicile

- une augmentation du coût des traitements liés aux maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension.

Devant ces constats, France Telecom vise à explorer et à employer de nouvelles technologies accompagnant ces évolutions.

Les objectifs du groupe sont notamment :

- le lancement d'une nouvelle gamme de systèmes d'alerte concernant la gestion des maladies chroniques à distance (hypertension, diabète), en collaboration avec le CEA
- les soins à domicile et dossier médical électronique.

Les développements futurs portent entre autres sur :

- l'assistance à distance pour personnes âgées (non médicalisée) par exemple par visiophonie
- la télé-imagerie médicale.

Le public présent s'inquiète des risques pour l'individu concernant l'implantation des antennes de téléphonie mobile à proximité des lieux de vie. A court terme, les dommages semblent inexistantes et à long terme, les scientifiques ne peuvent se prononcer.

L'aménagement de l'hôpital du futur au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (liaison de chaque chambre avec l'ordinateur central) va s'étendre peu à peu à d'autres hôpitaux. Cette révolution numérique va gagner d'autres secteurs tels que l'aide médicalisée à domicile.

La voix de Chatou :

- Lier la recherche aux exigences de l'évolution démographique en matière de santé
- Viser à une harmonisation des taux d'équipements hospitaliers dans les différents pays européens
- Augmenter le budget lié à la recherche sur les maladies dégénératives



2 La recherche dans les technologies de l'information et de la communication



Versailles
31 mai 2007
Habitants : 85 761
Député-Maire
en 2007 : Etienne Pinte

Versailles est au cœur d'un grand pôle scientifique grâce aux centres de recherche environnants (Saclay, Massy, Jouy-en-Josas).

Son château est l'un des trois sites touristiques les plus fréquentés d'Île-de-France.

Grands moments de Versailles :

- début de la révolution française (1789)
- traités clôturant les guerres de 1870 et de 1914/1918
- rencontres franco/allemandes pour la construction de la paix.

L'enjeu européen demeure puisqu'aujourd'hui 27 pays européens doivent poursuivre cet objectif en veillant à faire de l'Union européenne le continent de la connaissance.



Pour débattre du thème choisi, la Maison de l'Europe des Yvelines accueille :

- **Laurence de Richemont**, Chef-adjointe de la Représentation de la Commission européenne à Paris
- **Stéphane Buffetaut**, rapporteur auprès du Conseil Economique et Social Européen
- **Dominique Begis**, directeur-adjoint du Centre de Recherche Paris-Rocquencourt de l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et Automatique)
- **Denis Decloquement**, directeur des relations du groupe France Telecom avec les collectivités locales d'Île-de-France Ouest
- **Marie-Noële Sicard**, Professeur en communication à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Alexis Bakonyi, modérateur, introduit le débat.



Pourquoi ce thème ?

Nous, Européens, sommes confrontés à des délocalisations industrielles et à la concurrence des pays émergents.

Pour y répondre, la Stratégie de Lisbonne a préconisé que l'Europe devienne, d'ici 2010, le continent le plus compétitif sur le plan de la connaissance.

C'est pourquoi, la MdEY s'inscrit dans cette démarche visant à sensibiliser le grand public (y compris les jeunes largement représentés dans cette assemblée) et à permettre un échange d'opinions avec les intervenants.

Comme l'explique **Laurence de Richemont**, la Commission européenne a défini les axes du 7ème Programme Cadre (2007 – 2013) avec un budget en hausse (53,2 Mds d'Euros) et certains programmes spécifiques comme :

- **Coopération** : stimuler et renforcer les liens entre l'industrie et la recherche
- **Idées** : renforcer la recherche exploratoire en Europe, c'est-à-dire la découverte de nouvelles connaissances
- **Personnes** : améliorer les perspectives de carrière des chercheurs en Europe et attirer plus de jeunes chercheurs de qualité
- **Capacités** : donner aux chercheurs des outils performants
- **Energie intelligente** : pour une diversification de l'énergie en Europe.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont présentes dans de nombreux domaines, entre autres :

- **Santé**
- **Environnement**
- **Culture**

et devraient permettre la création de très nombreux emplois.

Les investissements portent déjà leurs fruits ; de nombreux acteurs y contribuent.



Les intervenants présents exposent leurs travaux.

Dominique Begis du Centre de Recherche de l'INRIA :

Devise de l'Institut
 « Excellence scientifique et Transfert technologique »

Rôle déterminant dans les domaines suivants

- réseaux de communications
- systèmes et logiciels
- modélisation

Participation à 120 projets européens

Par exemple, le programme ARTEMIS : systèmes et intelligences embarqués dans le domaine des transports.

Denis Decloquement du groupe France Telecom :

L'avenir est au très Haut Débit grâce à l'utilisation de la fibre optique.

Dilemme : L'Union européenne impose l'ouverture de la concurrence pour les flux de la télécommunication. Le groupe Deutsche Telekom accepte d'investir dans les fibres optiques à condition de ne pas autoriser leur utilisation par ses concurrents. Le gouvernement allemand le soutient.



Nouvelles technologies développées :

- point vision public (borne pour démarches administratives)
- bracelet columba (détection de la localisation des individus)
- cartable numérique, que l'on retrouve dans le domaine de l'Education nationale et principalement au niveau universitaire.



Les utilisations sont multiples :

- navigation aérienne, maritime, terrestre
- agriculture

GALILEO offre une précision au centimètre près, dix fois supérieure à celle du GPS.

De nombreux pays hors de l'UE (Israël, Chine, Norvège, Inde, Brésil et Ukraine) sont très intéressés par GALILEO.

Après discussion, il a été retenu une gratuité du système afin qu'il soit ouvert à tous.

Cependant, des difficultés restent à surmonter pour :

- la phase de développement (absence de compromis au sein des partenariats publics/privés)
- la phase de déploiement (un seul satellite en fonctionnement sur les trente prévus pour la période 2007-2012)

ndlr : A ce jour, que peut-on dire sur GALILEO ?

Comme on peut le lire sur le site internet www.touteleurope.fr, « GALILEO : un grand projet européen en mesure d'être réalisé ». En effet, la mise sur orbite du deuxième satellite test de la future constellation, Giove-B, a été réalisée dimanche 27 avril 2008. Pour poursuivre le programme, 3, 4 milliards d'euros ont été accordés par le Parlement et le Conseil pour le programme GALILEO.

Pour parler de l'apport des TIC dans le secteur de la Formation, **Marie-Noëlle Sicard** de l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, exprime son point de vue.

Elle rappelle que :

- **sur le plan politique**, les TIC renforcent l'espace « inter-connaissances » au niveau de l'Europe et permettent d'instaurer des dialogues européens plus féconds.

- **sur le plan culturel**, les TIC permettent :

- la transmission des savoirs
- la compréhension mutuelle
- la connaissance des différences européennes
- la prise en compte de la richesse européenne (qui contribue à la lutte contre les suprématies).

La diversité culturelle européenne devient accessible à tous grâce aux TIC. Les 23 langues officielles européennes sont mises en valeur dans le domaine cinématographique au moyen des sous-titrages des films.

Le thème suivant abordé par **Stéphane Buffetaut** est capital pour l'Union européenne (recherche d'autonomie vis-à-vis des Etats-Unis). Les élèves du collège Magellan de Chanteloup-les-Vignes ont travaillé sur le système GALILEO expliqué ci-après. Il est l'auteur de plusieurs rapports sur le projet GALILEO, un projet européen de guidage par satellite visant à remplacer le système d'orientation américain GPS.

La voix de Versailles :

- Développer les nouvelles technologies pour trouver des énergies alternatives au pétrole
- Veiller à la protection des citoyens européens face aux contenus des sites web
- Accroître la visibilité des programmes européens

3 | La recherche et l'innovation dans l'automobile et l'aéronautique



Saint-Germain-en-Laye

27 septembre 2007

Habitants : 38 124

Maire : Emmanuel Lamy

Spécificités :

- Historiquement, la ville a accueilli la première ligne de chemin de fer en 1837
- Ville très internationale accueillant de nombreux expatriés et dotée d'un tissu intense d'établissements scolaires (environ 20 000 scolaires pour une population de près de 40 000 habitants).
- Ville voisine : Poissy, cité automobile

Par ce débat, la Maison de l'Europe des Yvelines invite le public de jeunes venus très nombreux à participer à un échange avec les intervenants suivants :

● **Jacques Lacambre**, Président du Pôle de compétitivité MOV'EO

● **Serge Gregory**, de la Direction des Relations Institutionnelles du Groupe PSA Peugeot Citroën

● **Dr Hermann Meyer**, Directeur de la Représentation de Volkswagen à Bruxelles

● **Jean-Claude Vannier**, Responsable des filiales, des participations et de la politique de sous-traitance chez ASTRIUM (filiale d'EADS)

● **Jo Prieur**, de la Direction des Affaires Internationales de l'ONERA (Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales) et représentant permanent de l'ONERA à Bruxelles

● **Patrick Palus**, chargé d'affaires projets d'EUREKA France

● **Gérard Coquery**, Directeur de laboratoire des technologies nouvelles à l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité)

La recherche dans l'automobile

Le pôle de compétitivité MOV'EO est un dispositif français à vocation internationale œuvrant pour le secteur de l'automobile et des transports collectifs. Cet organisme regroupe quatre domaines d'activités stratégiques dont les missions principales sont :

- Energies et environnement
- Sécurité routière
- Mobilité et services
- Mécatronique.

Jacques Lacambre souligne sa participation à de nombreux programmes européens.



Les échanges avec le public ont porté sur :

La réduction des émissions de CO₂

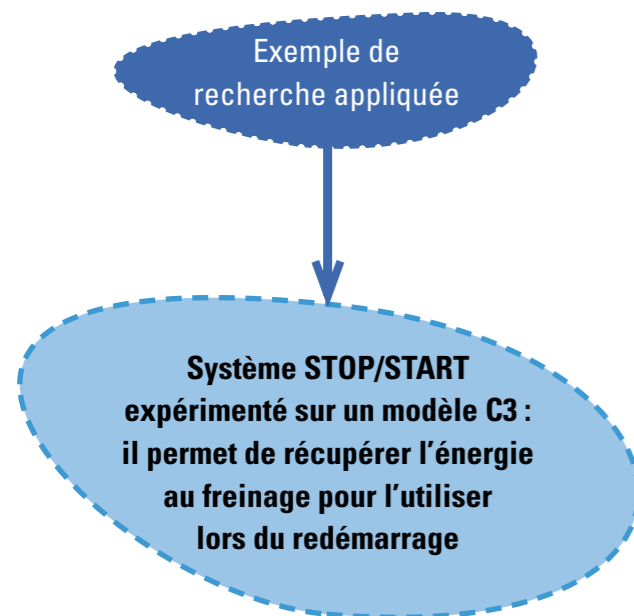
Selon Hermann Meyer, les émissions de CO₂ ont baissé de 21% entre 1996 et 2004 et cela malgré une augmentation du poids à vide et d'autres caractéristiques techniques des véhicules. De nombreux facteurs peuvent contribuer à la réduction de ces gaz, comme :

- une technologie optimisée
- une meilleure infrastructure
- une optimisation des carburants
- une conduite automobile plus écologique.

Serge Gregory ajoute qu'au niveau européen, il existe un programme spécifique pour les transports terrestres (rail, route et voies d'eau) qui vise à la réduction des émissions de CO₂. Les niveaux souhaités par la Commission européenne (rejet moyen par véhicule de 120g de CO₂/km à l'horizon de 2012) sont difficiles à atteindre et un objectif de 135g en 2015 paraît plus raisonnable.

La recherche concertée en automobile

A côté du Programme cadre de recherche et développement communautaire, auquel participent de nombreux acteurs comme les constructeurs automobiles et les instituts de recherche, il existe des projets nationaux complémentaires. Par exemple, PSA Peugeot Citroën participe au projet PREDIT (Programme de Recherche Et D'Innovation dans les Transports terrestres) ainsi qu'au Pôle de compétitivité MOV'EO.



Afin de faciliter le montage de projets en partenariat paneuropéen, EUREKA a été créé sur une initiative intergouvernementale. Son action ne découle pas d'un programme imposé mais permet aux acteurs impliqués de décider de leurs projets. Environ 2000 projets sont recensés depuis 1985 (plus d'informations sur le site Internet : www.eureka.be). Leur impact sur le marché de l'emploi est très positif.

Concernant les énergies renouvelables appliquées au secteur automobile, Hermann Meyer souligne que les énergies solaires et les biocarburants se développent. L'industrie pétrolière y attache de plus en plus d'importance.

Voici un exemple dans ce domaine :

L'hybride, voiture de l'avenir ?

1. A l'arrêt : arrêt des moteurs, pas d'émission de CO₂
2. Au démarrage : moteur électrique
3. Accélération : moteur électrique et moteur thermique
4. Plus de 30km/h moteur thermique seul
5. Freinage : utilisation de l'énergie pour recharger les batteries (alternateur)

Un programme franco-allemand existe

A la suite d'une question d'une personne handicapée moteur, on constate des différences entre les constructeurs automobiles, tous n'offrant pas actuellement de véhicules adaptés pour les personnes à mobilité réduite.

La pile à combustible avec l'hydrogène

Les piles à combustible avec de l'hydrogène sont présentées comme l'énergie de demain. Elles sont notamment développées en région parisienne (Carrières-sous-Poissy) sur le site de PSA Peugeot Citroën.

Gérard Coquery (INRETS) indique que l'hydrogène est un très bon exemple de recherche européenne et qu'un programme « hydrogène 2050 » fait son chemin. Toutefois, il convient de tenir compte de l'impact environnemental aussi bien que de l'efficacité « combustible » (rejet de CO₂).



La recherche dans l'aéronautique

La recherche européenne

Elle porte sur six domaines de recherche pour les transports aériens futurs :

- « écologisation »
- ponctualité
- sécurité
- vigilance par rapport au terrorisme
- réduction des coûts
- concepts futuristes et tourisme spatial.

Comme application directe issue de la recherche en aéronautique, on peut citer la construction d'éoliennes, dont les structures font appel aux matériaux composites et dont la technique vient de celle des fusées (Jean-Claude Vannier).

Gérard Coquery indique que de nombreuses études sur la déperdition énergétique dans les transports collectifs sont réalisées.

Jacques Lacambre souligne qu'il existe une compétition entre les organismes de recherche. Cependant, tous respectent la règle de publier les informations scientifiques qu'ils détiennent. S'ils atteignent le domaine compétitif, leur comportement devient individualiste. Seule la taille européenne est pertinente en matière de recherche mais dès qu'on approche du développement et de la mise sur le marché, les constructeurs travaillent seuls ou font des alliances en matière de technologies nouvelles.

Les fusées

L'établissement d'ASTRIUM situé aux Mureaux est axé sur l'activité du transport spatial. 2000 personnes travaillent sur le site, dont le produit phare est l'étage principal d'Ariane V, construit dans un bâtiment dont le volume total correspond à celui de l'Arc de Triomphe à Paris. Une part essentielle de son activité est orientée vers la R&D (45%).

Une fusée pour satellites géostationnaires présente un ratio surprenant : d'un poids de 100 tonnes, elle est constituée d'environ 85 tonnes de carburant, 14 de structures et d'équipement et seulement 1 tonne de satellite.

Le biofuel et les carburants alternatifs

Jo Prieur (ONERA) indique que l'Institut Français du Pétrole et l'ONERA collaborent sur des études de biocarburants appliqués à l'aéronautique.

Jean-Claude Vannier (ASTRIUM) confirme l'existence d'études pour des avions solaires ; un prototype à base d'énergie solaire a été développé par l'ONERA.

Conclusion

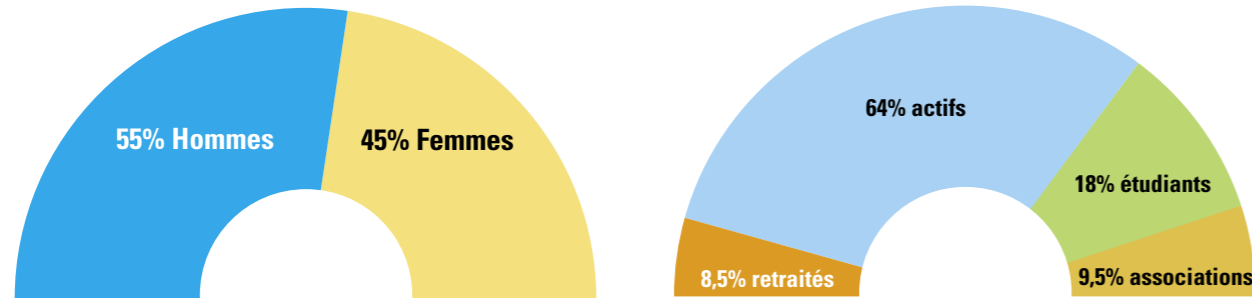
La recherche en matière automobile et aéronautique requiert des équipes transnationales et européennes qui travaillent à l'élaboration des transports terrestres et aériens de demain, répondant ainsi aux défis majeurs de l'Europe.

La voix de Saint-Germain-en-Laye :

- Mettre en place une réglementation fiscale concernant les véhicules tout terrain
- Optimiser les moteurs hybrides sur l'ensemble des véhicules
- Réhabiliter les anciennes voies ferroviaires pour le transport des marchandises
- Augmenter la part des informations européennes sur les médias
- Proposer des primes d'assurance automobile proportionnelles aux kilomètres parcourus
- Sortir les dépenses de R&D du déficit public

Statistiques

Au cours des neuf débats organisés par la Maison de l'Europe des Yvelines, près de 500 personnes étaient présentes. Le public était composé de :

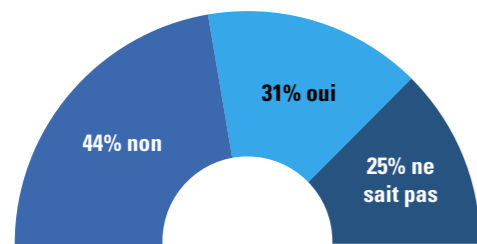


Plus généralement, que pensent les Européens lors des consultations publiques sur le site internet www.touteurope.fr ?

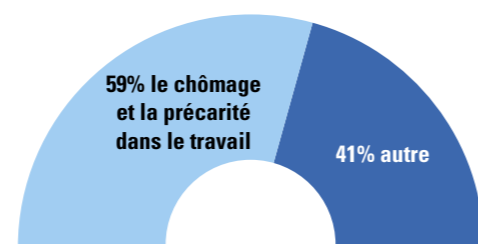
Ci-dessous, un aperçu de leurs avis...

L'Europe Sociale (enquête réalisée du 10 octobre 2006 au 31 décembre 2007)

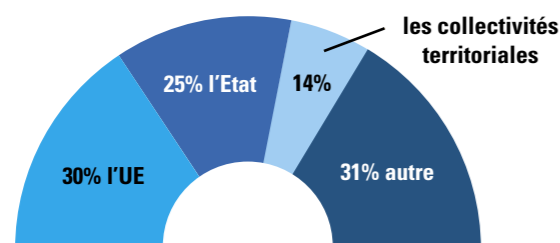
Recourir à l'immigration économique : une priorité ?



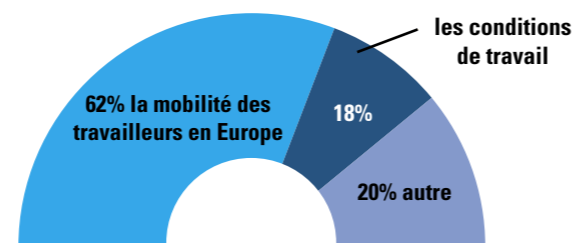
Quels sont les principaux obstacles au bien-être en Europe ?



Quel est le niveau le plus efficace pour améliorer le bien-être ?

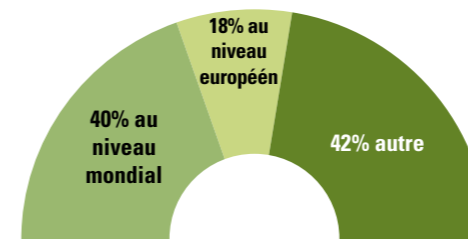


Dans quel domaine l'UE a-t-elle eu un impact positif ?

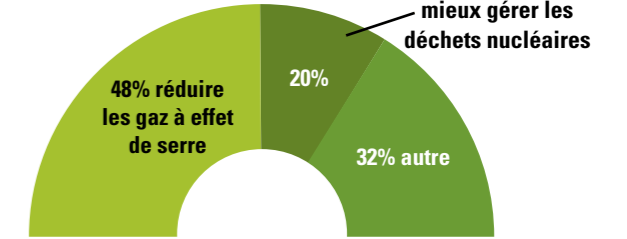


L'Environnement en Europe (enquête réalisée du 9 mars 2007 au 9 avril 2007)

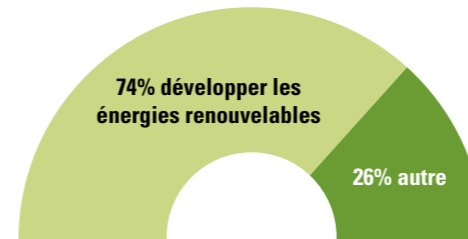
Comment agir contre le réchauffement climatique ?



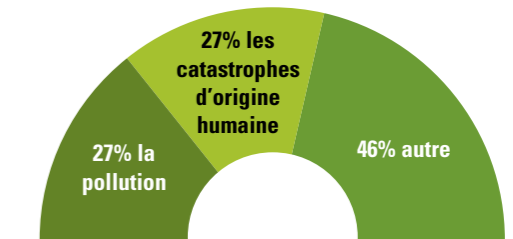
Quelles doivent être les priorités de l'UE ?



Quels sont les moyens pour réduire les gaz à effet de serre ?



Quelles sont les menaces pour la biodiversité ?

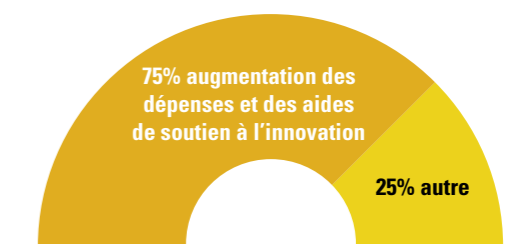


La recherche en Europe (enquête réalisée au cours du premier semestre 2007)

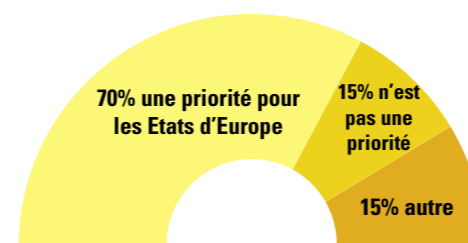
Quelle est l'utilité des sciences et technologies ?



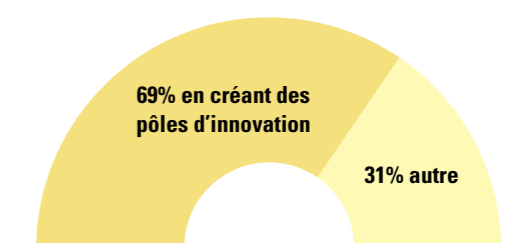
Quelle doit être la priorité des Etats membres ?



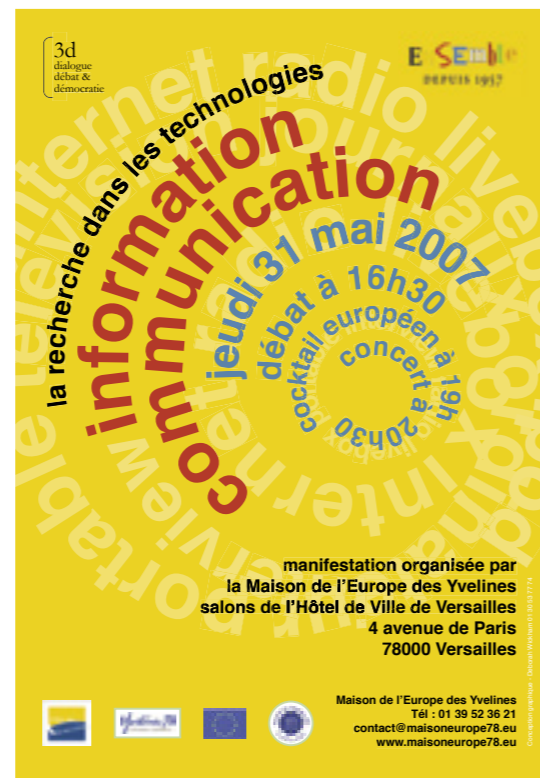
Développer les TIC, c'est ?



Comment améliorer la compétitivité de l'économie ?



Quelques affiches des débats organisés par la Maison de l'Europe des Yvelines.



Conclusion



C'est avec une certaine mélancolie que nous avons terminé le 27 septembre 2007 notre cycle de conférences-débats *L'Europe vue*

depuis les Yvelines avec une dernière rencontre à Saint-Germain-en-Laye.

C'était la première fois que la Maison de l'Europe des Yvelines allait de son propre chef à la rencontre des Yvelinois en organisant des débats dans neuf villes du département. Nous nous sentions réellement investis de notre mission « être le relais de proximité entre le citoyen et les institutions européennes ».

Etre à l'écoute des citoyens pas toujours convaincus par le bien-fondé de l'Union européenne, engager la discussion et expliquer l'omniprésence de l'Europe dans leur quotidien furent nos objectifs premiers.

Si nous n'avons pas pu convaincre tout le monde, nous avons, je pense, laissé derrière nous l'image d'une Union européenne ouverte et accessible par le biais de ses relais de proximité dont fait partie la Maison de l'Europe des Yvelines.

Ces débats nous ont permis de rencontrer des villes et leurs associations, faisant naître de nombreux projets avec ces nouveaux partenaires.

C'est grâce à tous ces acteurs que nous pouvons vous offrir cette brochure, signe que le dialogue et l'implication active des citoyens dans la construction européenne sont plus que jamais nécessaires pour créer une citoyenneté européenne réelle.





Présentation de la Maison de l'Europe des Yvelines

La Maison de l'Europe des Yvelines est l'une des 28 structures rassemblées au sein de la *Fédération Française des Maisons de l'Europe*. Son implication dans de nombreux programmes européens à destination d'un large public fait de cette association un relais dynamique pour rapprocher les citoyens des institutions européennes.

La Maison de l'Europe des Yvelines vise à susciter la réflexion de chacun sur les enjeux européens. Elle invite les habitants du département à prendre part à ses conférences et débats encourageant ainsi le développement du dialogue interculturel.

Avec le programme Leonardo, elle offre aux jeunes la possibilité d'une mobilité européenne pour favoriser leur insertion professionnelle. Dans le cadre du programme européen Jeunesse en Action, la Maison de l'Europe des Yvelines accueille et envoie des jeunes désireux d'effectuer un Service Volontaire Européen (SVE). Elle organise également des rencontres multilatérales de jeunes autour de la citoyenneté européenne.

La Maison de l'Europe des Yvelines intervient aussi en milieu scolaire où elle propose des animations et des interventions sur des thèmes européens d'actualité. Elle travaille en coopération avec l'Académie de Versailles, de Paris et de Créteil.

Pour la réalisation de tous ces projets, elle s'appuie sur un réseau dense de partenaires (cf son site internet www.maisoneurope78.eu). Elle reçoit le soutien de la Commission européenne, du Conseil régional Ile-de-France, du Conseil général des Yvelines et de plusieurs villes dont Chatou où elle est implantée.

Remerciements

aux intervenants ayant animé les débats

Ghislain Fournier, conseiller général, vice-Président du Conseil général des Yvelines en charge de l'Action Sociale

Isabelle Cariat, chef de projet formation à l'ANDESI (Association Nationale des cadres du Social à Ivry-sur-Seine) et depuis 1992 conférencière de la Représentation de la Commission européenne en France

Stefan Seiler, jeune Allemand travaillant au département Europe de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration)

Gérard Nafilyan, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la Représentation de la Commission européenne en France

François Garay, Maire des Mureaux et son adjointe **Marie-Françoise Savigny**

Stéphane Buffetaut, ancien député européen, Maire-adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen)

Michel Sevin, premier adjoint au Maire de Mantes-la-Jolie

Pierre Grison, consultant en développement « énergétique » auprès des communes

Michael Boucher, groupe Veolia Environnement Eau

Jean-Pierre Houllémare, Maire de Triel-sur-Seine

Denis Fumery, agriculteur en Ile-de-France

Hugues Ribault, Maire d'Andrézy

Xavier Jenner, délégué régional de la propriété forestière privée

Claude Fermon, chercheur au CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)

Denis Decloquement, directeur des relations France Telecom avec les collectivités locales Ile-de-France Ouest

Laurence de Richemont, Chef-adjointe de la Représentation de la Commission européenne à Paris

Dominique Begis, directeur-adjoint à l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et Automatique)

Marie-Noële Sicard, Professeur en communication à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Emmanuel Lamy, Maire de Saint-Germain-en-Laye et son adjoint **René Prioux**, en charge de l'animation et de la connaissance de l'Europe

Jacques Lacambre, Président du Pôle de compétitivité MOV'EO

Serge Gregory, de la Direction des Relations Institutionnelles du Groupe PSA Peugeot Citroën

Hermann Meyer, Directeur de la Représentation de Volkswagen à Bruxelles

Jean-Claude Vannier, Responsable des filiales, des participations et de la politique de sous-traitance chez ASTRIUM (filiale d'EADS)

Jo Prieur, de la Direction des Affaires Internationales de l'ONERA (Office National d'Etudes et de Recherches Aéropatiales)

Patrick Palus, chargé d'affaires projets d'EUREKA France

Gérard Coquery, Directeur de laboratoire des technologies nouvelles à l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité)

ainsi que les élèves du lycée Camille Claudel de Mantes-la-Ville : **Célestine, Dounia, Julien, Louis** et **Mélanie** et ceux du lycée François Villon des Mureaux

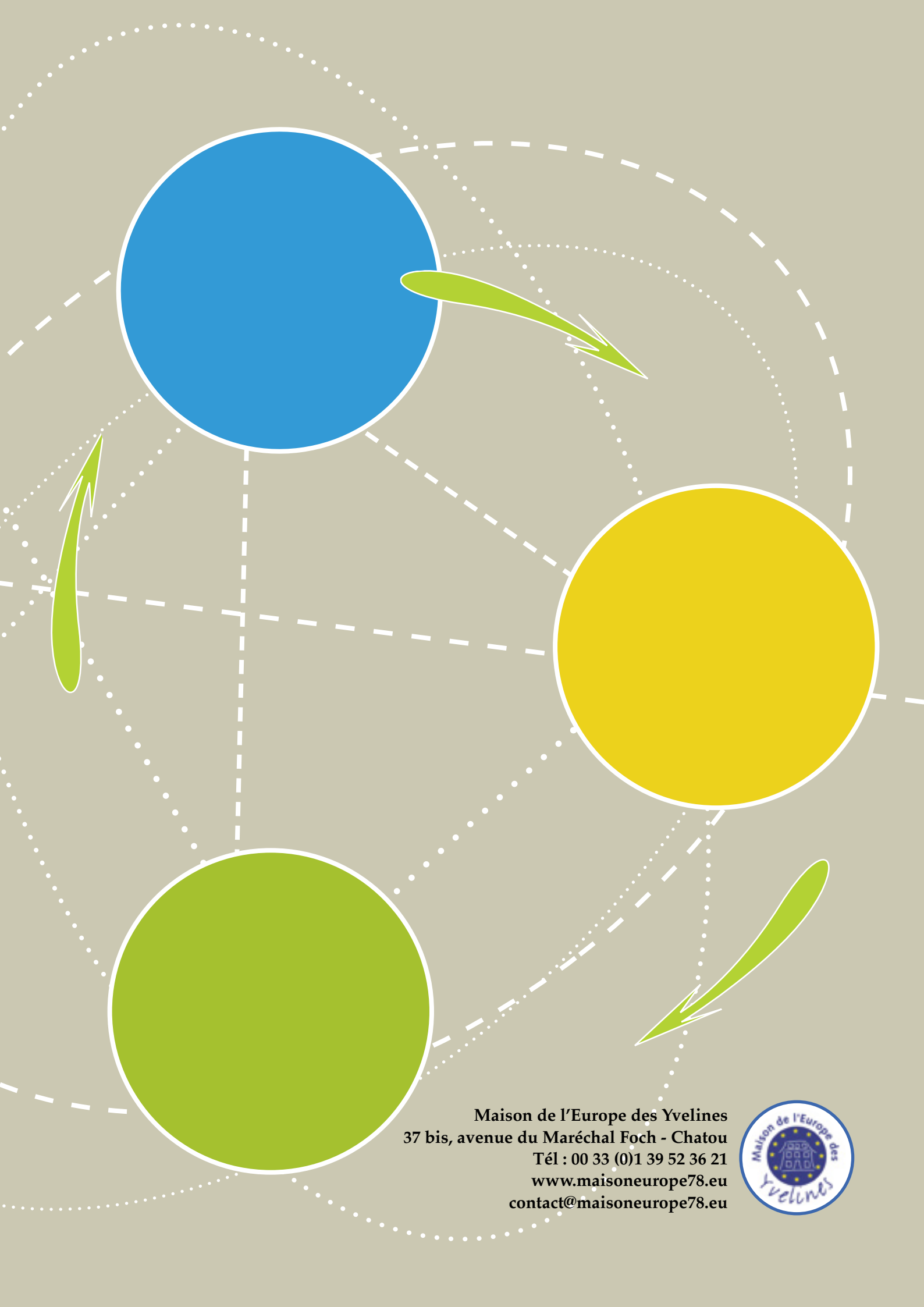
...& remerciements

aux communes ayant accueilli les débats

Croissy-sur-Seine, les Mureaux, Mantes-la-Jolie, Triel-sur-Seine, Andrézy, Chatou, Versailles, Saint-Germain-en-Laye ainsi que **le Lycée Horticole et Agricole de Chambourcy/Saint-Germain-en-Laye**

au public présent

à la Représentation de la Commission européenne à Paris et au Conseil général des Yvelines, partenaires de la Maison de l'Europe des Yvelines



Maison de l'Europe des Yvelines
37 bis, avenue du Maréchal Foch - Chatou
Tél : 00 33 (0)1 39 52 36 21
www.maisoneurope78.eu
contact@maisoneurope78.eu

